

Réalisé par : Mathilde Limbergère et Fabien Bertho
Relu par : William Roos

Pretoria, le 12 février 2019

Tableau de bord conjoncturel d'Afrique australe

Une croissance atone en Afrique australe en 2018, en particulier dans les deux plus grandes économies de la zone

En 2018, la reprise économique devrait être beaucoup plus modeste que prévu en Afrique australe. Alors qu'au mois d'avril, la croissance attendue dans la zone était de 1,9%, les estimations ont été fortement revues à la baisse pour atteindre 1% – contre 0,7% en 2017.¹

Ce recul s'explique en grande partie par les mauvaises performances enregistrées en Afrique du Sud et en Angola qui représentent plus de 80% du PIB de la zone. L'Afrique du Sud a connu une période de récession au premier semestre, et pour l'année son taux de croissance devrait difficilement atteindre 0,8% – soit deux fois moins que ce qui était attendu en janvier dernier. En Angola, alors qu'une reprise significative était attendue (à 2,2%), la récession s'est prolongée pour une troisième année consécutive – à -0,1% selon le FMI et -1,8% selon l'agence nationale statistique. Ces mauvaises performances pèsent sur les économies de la zone qui en sont très dépendantes – baisse de la demande adressée et des exportations, baisse des recettes douanières issues de la *Southern African Custom Union* (SACU – elles-mêmes très dépendantes du commerce sud-africain), ancrage monétaire avec le rand, etc.

Les économies de taille intermédiaire enregistrent de meilleures performances. C'est notamment le cas de la Zambie (dont le taux de croissance devrait passer de 3,4% en 2017 à 3,8% attendu en 2018), du Zimbabwe (de 3,7% à 3,6% – voir l'encadré ci-dessous). C'est aussi le cas des deux pays de la zone les plus dépendants du secteur agricole : le Mozambique (3,5% attendus en 2018) et le Malawi (3,3%). La Namibie, qui de par sa situation géographique dépend à la fois de la conjoncture en Afrique du Sud et en Angola, sort lentement d'une période de récession : de -0,8% en 2017 à 1,1% attendu en 2018. La croissance est atone dans les deux petits pays ruraux enclavés que sont le Lesotho (0,8% attendu en 2018) et l'Eswatini (1,3% attendu). Enfin, le Botswana est le seul pays à avoir une croissance relativement dynamique : de 2,4% en 2017 à 4,6% en 2018.

Quels qu'ils soient, tous les pays de la zone enregistrent des taux de croissance relativement faibles (et peu dynamiques) au regard de leur potentiel. La croissance est insuffisante (compte tenu de la croissance démographique notamment) pour réduire le taux de chômage et s'attaquer à la pauvreté, aux inégalités et aux problèmes sociaux qui restent très prégnants dans la région.

A l'origine de ces difficultés, le ralentissement de la croissance mondiale, la faible diversification des économies et le resserrement des conditions de financement internes

Le premier facteur à l'origine du faible dynamisme des économies de la zone est le ralentissement de l'activité mondiale enregistré au cours de l'année (rétrogradée de 3,9% à 3,7% par le FMI), dans un contexte d'augmentation des tensions commerciales. Ce ralentissement a entraîné une diminution de la demande adressée aux pays de la zone – et cela d'autant plus qu'il a touché les pays émergents (en particulier la Chine – 6,6% en 2018, son niveau le plus bas depuis trente ans) grands consommateurs de matières premières qui est un secteur de spécialisation des pays d'Afrique australe. Les fortes incertitudes autour de la sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni, qui est un partenaire privilégié pour ces pays, a également joué un rôle.

Ensuite, les mauvaises performances des pays de la zone sont souvent attribuables à une vulnérabilité structurelle résultant d'une faible diversification de leur économie. Le Mozambique et le Malawi sont très dépendants du secteur agricole (incluant la pêche pour le premier) qui représente respectivement 23% et 27% de leur PIB ces dernières années. En 2018, le Malawi a souffert de la propagation d'insectes qui a amputé une partie des récoltes. L'économie angolaise est très dépendante de la production d'hydrocarbures (environ 30% du PIB et 90% de la valeur des exportations selon les années), elle est victime depuis 2014 de la baisse des cours du pétrole et de ses conséquences (baisse de rentabilité, arrêt de l'exploitation de certains champs, report des investissements). A noter que le Mozambique est appelé à devenir une puissance gazière ces prochaines années avec la mise en exploitation de vastes champs dans le nord du pays – et dont les investissements tirent actuellement une petite partie de son économie. Enfin, une troisième catégorie de pays est dépendante de ses ressources minières. C'est le cas de la Zambie (en

¹ Taux de croissance pour les dix pays d'Afrique australe dans la zone de compétence du SER (Afrique du Sud, Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Zambie, Zimbabwe), pondéré par le poids des économies.

moyenne ces dernières années, 75% des recettes d'exportation proviennent de l'extraction du cuivre), du Botswana (l'exploitation du diamant représente 90% des exportations) et du Zimbabwe (dont 30% des exportations reposent sur l'extraction aurifère). Ces derniers ont été particulièrement sensibles au ralentissement de la croissance dans les pays émergents.

Enfin, plusieurs pays d'Afrique australe ont été confrontés à de graves crises ces dernières années, entraînant une diminution des réserves de change, une importante dépréciation de leur monnaie et une forte inflation, avec un *policy mix* toujours restrictif. Cela a par exemple été le cas en Zambie (chute des prix du cuivre en 2015 et 2016), au Mozambique (révélation du scandale des dettes cachées en 2016), en Angola ou encore au Malawi. Dans un contexte de creusement des déficits publics (voir ci-dessous), la stabilisation du cadre macroéconomique a été permise par un resserrement drastique de la politique monétaire – avec des taux directeurs qui ont atteint respectivement 15%, 23%, 16% et 27% en 2016 et 2017, asséchant le crédit au secteur privé. En 2018, l'inflation moyenne dans la zone s'est élevée à 8% après 11% en 2017, la plupart des pays ayant retrouvé des taux d'inflation à un chiffre (8% en Zambie, 4% au Mozambique et 9% au Malawi), excepté en Angola (20% en moyenne sur 2018 contre 30% en 2016 et en 2017). De ce fait, les Banques centrales ont engagé un desserrement de leur politique monétaire (sauf en Angola) mais les taux d'intérêt restent élevés, ce qui pèse sur la croissance des pays. Dans la plupart des pays, le taux d'inflation se situe au niveau des cibles fixées par les Banques centrales – autour de 5% en Afrique du Sud et en Eswatini, autour de 4% en Namibie et au Botswana. Néanmoins, depuis le deuxième semestre 2018, on observe un retour des pressions inflationnistes notamment en Zambie et au Zimbabwe (suite à la grave crise que traverse le pays). En Afrique du Sud l'inflation reste maîtrisée mais la Banque centrale a relevé préventivement son taux directeur à 6,75% en novembre 2018.

La dégradation des comptes extérieurs et le resserrement des conditions de financement au niveau international, à l'origine de la dépréciation des monnaies locales

La plupart des pays enregistrent un déficit de leur balance des transactions courantes élevé (-6% en Namibie, au Lesotho et au Zimbabwe, -4% en Zambie) **ou très élevé** (-22% au Mozambique, -10% au Malawi), en lien avec la dégradation de leur balance commerciale (dans une situation de déficit public élevé, de ralentissement de la demande mondiale et/ou de dégradation des termes de l'échange). En Afrique du Sud le déficit courant (-3,2% attendu en 2018) est attribuable à la balance des revenus primaires (sortie des revenus des investissements étrangers réalisés sur le territoire sud-africain). De nouveau, le Botswana se démarque en présentant un excédent courant élevé (entre 8 et 13%) depuis 2011 grâce à la bonne tenue de ses exportations de diamants.

Par ailleurs, le resserrement des conditions de financement au niveau international (avec l'augmentation des taux d'intérêt américain) **a réduit l'appétit des investisseurs internationaux pour le risque pays-émergents, entraînant une baisse des Investissements Directs Etrangers (IDE).** Ce phénomène s'est renforcé cet été avec la contagion des crises truque et argentine à un certain nombre de pays émergents, en particulier l'Afrique du Sud.

L'effet conjugué de déficits courants importants et de la baisse de l'appétence pour le risque émergent ont entraîné une pression sur l'ensemble des monnaies de la région. C'est d'abord le rand qui a subi le plus directement ces effets avec une perte de sa valeur de 14% par rapport au dollar américain entre janvier et décembre 2018. L'ancrage au rand du dollar namibien, du loti lesothan et du lilangeni swazi au sein de la zone monétaire commune (ou *CMA* en anglais) a entraîné ces monnaies dans son sillage. Le pula botswanais, ancré à un panier de monnaies composé pour moitié de rand s'est déprécié de 10%. Par ailleurs, l'on a également observé une chute du kwanza angolais de près de 47% depuis la mise en place du régime de change flottant en décembre 2017, ayant pour objectif de réduire l'écart entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle. Enfin, le kwacha zambien a perdu plus de 15% de sa valeur face au dollar.

Des déficits budgétaires chroniques alimentent les dettes publiques, point de préoccupation majeur pour la plupart des pays, et principaux facteurs de la dégradation de leurs notations souveraines

Les pays de la zone se caractérisent presque tous par des déficits budgétaires structurels élevés, en lien avec (i) la faiblesse de leur croissance, (ii) une difficulté à mobiliser des revenus domestiques (problèmes de gouvernance au sein de l'administration fiscale sud-africaine, difficulté à mobiliser les ressources issues des industries extractives en Zambie) **et (iii) une plus ou moins grande difficulté à maîtriser leurs dépenses. Ces problèmes de déficit se doublent parfois d'un problème d'arriérés de paiement au niveau domestique pouvant représenter plusieurs points de PIB et fragilisant l'ensemble de l'économie** – comme c'est le cas en Angola, au Mozambique et en Zambie.

Le FMI prévoit qu'en 2018 tous les pays de la zone enregistreront un déficit public – avec dans la plupart des cas des révisions à la hausse en fin d'année du fait de prévisions trop optimistes. Pour les cas les plus préoccupants, les déficits sont en forte augmentation et atteignent des taux à deux chiffres : Zimbabwe (aux alentours de -1% à -2% du PIB au début des années 2010 contre -11% en 2018), Zambie (supérieur à -5% du PIB depuis 2013, atteignant -10% en 2018), Eswatini (-11,5% du PIB en 2018). En Namibie et au Mozambique, les déficits publics avoisinaient -3% du PIB en 2013 contre plus de -7% en 2018. Le déficit de l'Afrique du Sud reste élevé bien que relativement stable, autour de -4% à -5% du PIB depuis le début de la décennie. Seul le déficit de l'Angola reflue à -0,8% en 2018, après avoir été très élevé ces dernières années – le pays réalisant un très fort ajustement budgétaire, en lien avec le démarrage de son programme FMI fin 2018, ce qui pèse cependant sur sa croissance. Le Botswana est le seul pays à avoir enregistré régulièrement des excédents ces dernières années, qui ne devraient pas se renouveler en 2018 en raison d'une augmentation des salaires dans la fonction publique adoptée au mois d'avril.

Ces déficits budgétaires chroniques et élevés se traduisent par une forte dépendance aux financements externes et une augmentation de la dette publique des pays de la zone – qui redevient une préoccupation majeure. Alors que la communauté internationale avait procédé à l'annulation d'une grande partie de la dette de ces pays aux cours des décennies 1990 et 2000, ils se réendettent à un rythme très soutenu (la dette publique est passée de 35% du PIB en moyenne en 2005 à plus de 60% en 2018) avec pour certains un endettement significatif en devises. Pour les cas les plus alarmants, cela a mené le FMI à classer deux pays en situation de surendettement : le Mozambique (dont la dette publique est passée d'environ 40% du PIB début 2010 à plus de 110% en 2018) et le Zimbabwe – d'environ 50% du PIB au début des années 2010 à plus de 80% en 2018. Le FMI a également classé la Zambie en risque élevé de surendettement suite à une augmentation de son ratio de dette sur PIB de 40 points en cinq ans pour atteindre plus de 70% en 2018.² La situation de ces trois pays est d'autant plus préoccupante qu'ils entretiennent une relation difficile avec les Institutions Financières Internationales (IFIs), leur rendant l'accès aux financements extérieurs plus difficile et plus coûteux – révélation du scandale des dettes cachées au Mozambique, arriérés de paiement dus aux IFIs par le Zimbabwe, expulsion du résident du FMI de Zambie en août 2018. En Afrique du Sud, le déficit demeure maîtrisé autour de 4% mais la faiblesse de la croissance a conduit à repousser l'horizon de stabilisation de sa dette en 2023-204 à 60% du PIB et les difficultés financières des entreprises publiques pèsent sur les finances publiques. Pour l'Angola, la stabilisation devrait intervenir dès 2018, mais au niveau de 80% du PIB contre 73% prévus initialement, pour permettre une bonne base pour un programme FMI. Le Malawi bénéficie aussi d'un programme du FMI depuis avril 2018 pour un montant de 110 MUSD sur trois ans. Le Botswana se distingue encore avec un niveau de dette publique qui ne représente que 13% du PIB fin 2018. Dans une moindre mesure, c'est aussi le cas de l'Eswatini, avec un endettement relativement contenu (à 38% du PIB fin 2018), mais appelant une vigilance renforcée compte tenu des déficits élevés enregistrés ces dernières années.

En conséquence, la tendance la dégradation des notations des dettes souveraines des pays de la zone s'est poursuivie en 2018, sauf pour l'Afrique du Sud : la notation de la dette libellée en devises de la Zambie est désormais classée dans la catégorie « hautement spéculative » par Moody's et la note de la dette angolaise libellée en devises a été abaissée en avril 2018 (à B3 – catégorie « très spéculative ») alors qu'elle l'avait déjà été en octobre 2017. A l'inverse, l'Afrique du Sud a vu sa note se stabiliser dans le sillage de l'élection de C. Ramaphosa et des mesures prises d'assainissement des finances publiques et envers les entreprises publiques.

Les nouveaux gouvernements en Afrique du Sud, en Angola, au Zimbabwe et dans une moindre mesure au Botswana mettent la lutte contre la corruption et l'amélioration du climat des affaires au cœur de leur discours

Au Zimbabwe, la chute de Robert Mugabe fin 2017, au pouvoir depuis plus de trente ans, avait laissé entrevoir de meilleures perspectives quant à l'amélioration de la situation du pays. Après des premières mesures positives (comme la réforme de la loi d'indigénisation), cet espoir ne s'est pas matérialisé et le pays est aujourd'hui plongé dans une grave crise – fragilisée par des décennies de mauvaise gestion et déclenchée par une série de décisions mal préparées par le nouveau gouvernement – voir encadré ci-dessous. En Afrique du Sud, le président a lancé des réformes importantes (gouvernance des entreprises publiques, amélioration du cadre des affaires, nombreuses annonces visant à libérer la croissance) mais, alors que le pays est entré dans une période électorale (élections générales en mai 2019), les décisions clefs ne devaient pas intervenir avant le second semestre – en particulier, la réforme en profondeur des entreprises publiques qui font peser un risque important sur l'activité et la situation financière du pays. C'est finalement en Angola où les améliorations ont été les plus notables avec une réforme monétaire d'ampleur (ajustement

² Sans prendre en compte des projets pour lesquels l'Etat zambien s'est engagé, sans ayant encore reçu le financement mais qui pèseront sur l'endettement – représentant plusieurs dizaines de points de PIB.

partiel du taux de change), le lancement d'un véritable ajustement budgétaire et de la lutte contre la corruption qui ont conduit à la conclusion d'un programme avec le FMI.

Le Zimbabwe en proie à une crise économique, politique et sociale

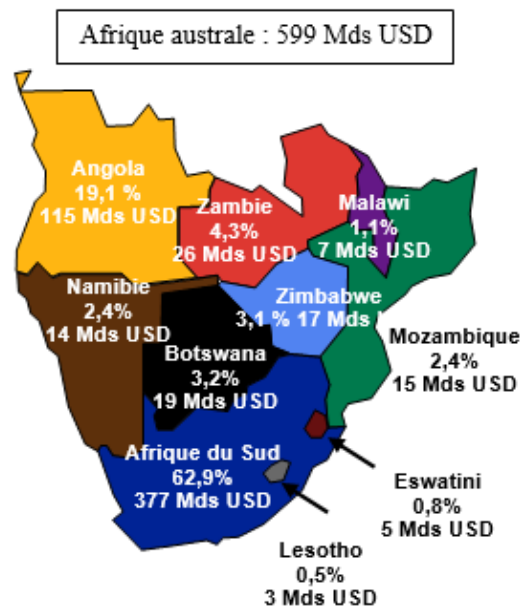
La situation économique du Zimbabwe est préoccupante depuis le début des années 2000. Du fait d'une mauvaise gestion de ses finances publiques (poids de la masse salariale, dépenses déconnectées des moyens du gouvernement, subventions couteuses et inefficaces) et de recettes fiscales étroites, le pays a rapidement accumulé des arriérés de paiement massifs vis-à-vis de nombreuses institutions financières internationales (Banque mondiale, Banque Africaine de Développement, Banque Européenne d'Investissement) et des pays du Club de Paris. Inéligible en conséquence à une aide financière du FMI et des principaux bailleurs depuis plusieurs années, le besoin en liquidités du pays s'est progressivement accru.

Alors que la dollarisation de l'économie impose de maintenir les équilibres macroéconomiques, la forte dégradation des fondamentaux économiques, en particulier l'augmentation du déficit budgétaire, financé par de la création monétaire sont à l'origine d'une double crise depuis octobre 2018 qui a mené à des pénuries dans les magasins, une forte accélération de l'inflation et une dégradation des conditions de vie : (i) Une crise de change due à une raréfaction des réserves en devises, et en conséquence (ii) une crise de confiance dans le système monétaire domestique, déclenchée par des messages contradictoires délivrés par le ministre des Finances et la Banque centrale en octobre 2018 sur une éventuelle dévaluation de la monnaie domestique (monnaie électronique et « bonds notes » – qui est la monnaie d'usage pour la grande majorité des zimbabwéens) par rapport au dollar.

Des mouvements sociaux très importants se sont déclenchés début janvier 2019, suite à l'annonce par le président d'une forte augmentation des prix des carburants visant à mettre fin à la fuite de devises et à la pénurie, toutes deux alimentées par la contrebande. L'activité économique est actuellement paralysée (avec un impact très important attendu sur la croissance en 2019), l'inflation atteint des niveaux très élevés (au-dessus de 40% fin décembre – entraînant une dégradation importante des conditions de vie) et les réserves de change seraient très faibles (moins d'une semaine d'importations).

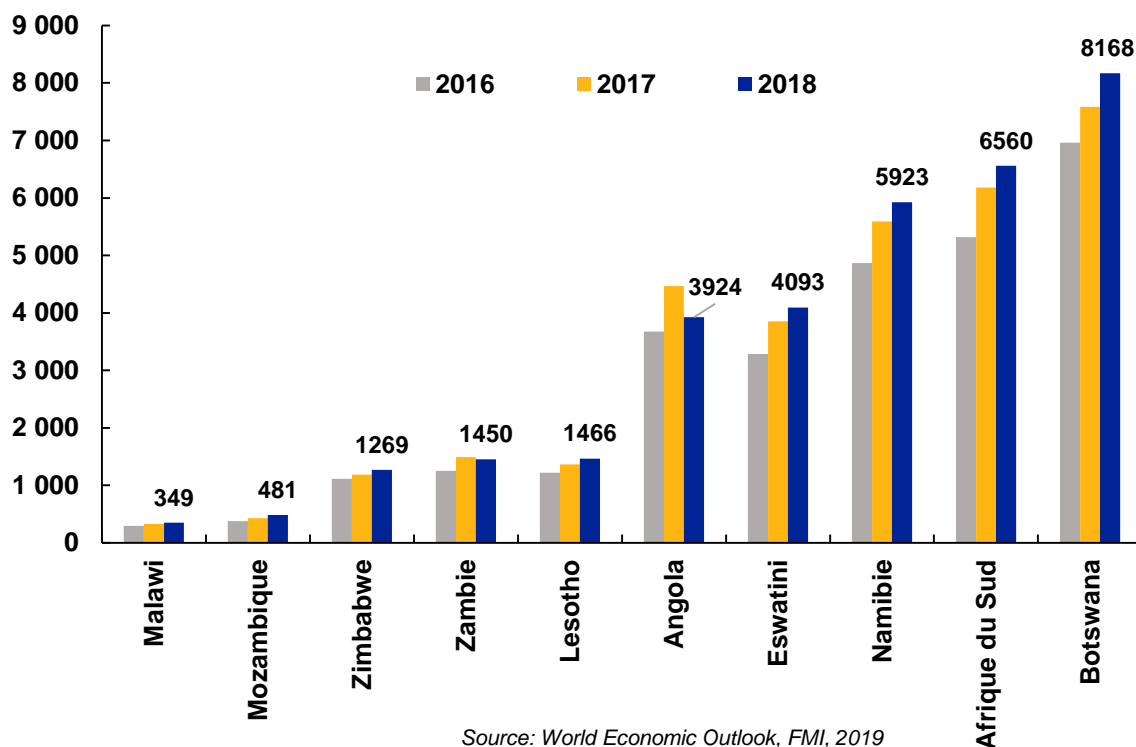
Achévé de rédiger le 8 février 2019

REPARTITION DU PIB EN AFRIQUE AUSTRALE en 2018 (en % du total régional)



Source: World Economic Outlook, FMI, 2019

EVOLUTION DU PIB PAR HABITANT (en millions d'USD)

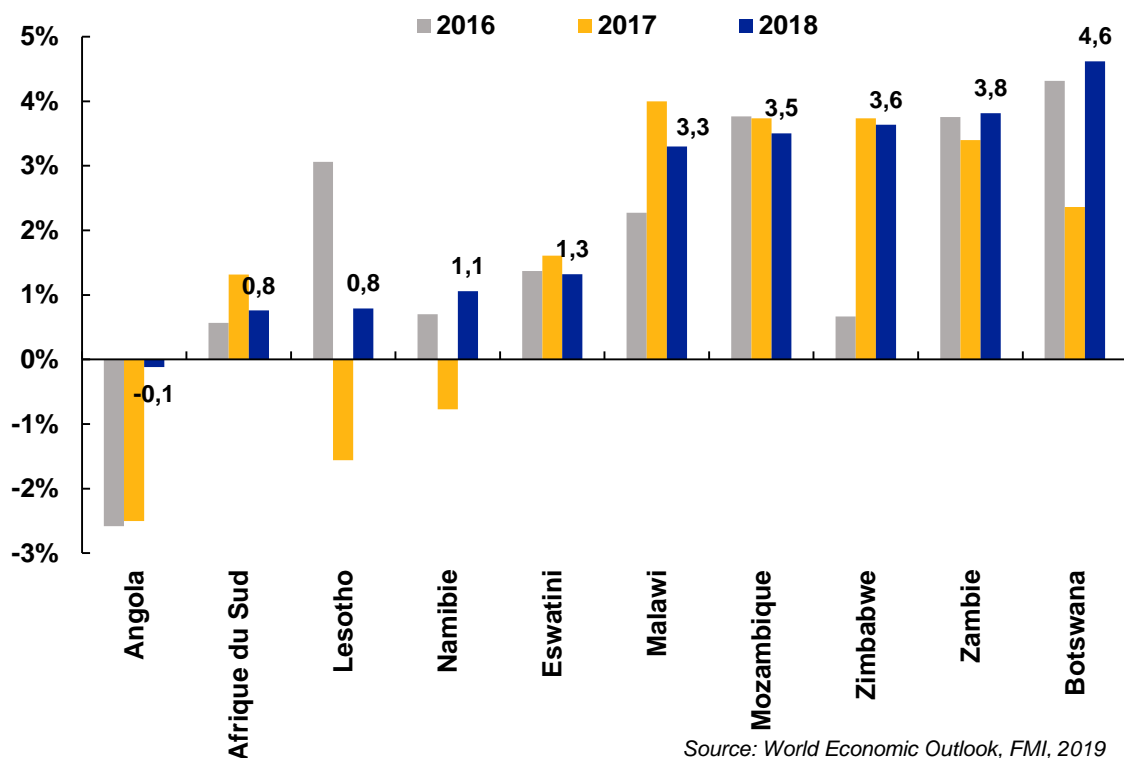


Source: World Economic Outlook, FMI, 2019

TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DU PIB (en %)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)	2019 (p)
Monde	4,3	3,5	3,5	3,6	3,5	3,3	3,7	3,7	3,7
Afrique sub-saharienne	5,1	4,6	5,2	5,1	3,3	1,4	2,7	3,1	3,8
Afrique australe	4,1	4,3	3,7	2,9	1,5	0,3	0,8	1,0	2,1
Afrique du Sud	3,3	2,2	2,5	1,8	1,3	0,6	1,3	0,8	1,4
Angola	3,5	8,5	5,0	4,8	0,9	-2,6	-2,5	-0,1	3,1
Botswana	6,0	4,5	11,3	4,1	-1,7	4,3	2,4	4,6	3,6
Eswatini	2,2	4,7	6,4	1,9	0,4	1,4	1,6	1,3	0,4
Lesotho	6,7	4,9	2,2	3,0	2,5	3,1	-1,6	0,8	1,2
Malawi	4,9	1,9	5,2	5,7	3,0	2,3	4,0	3,3	4,7
Mozambique	7,1	7,2	7,1	7,4	6,6	3,8	3,7	3,5	4,0
Namibie	5,1	5,1	5,6	6,4	6,1	0,7	-0,8	1,1	3,1
Zambie	5,6	7,6	5,1	4,7	2,9	3,8	3,4	3,8	4,5
Zimbabwe	16,3	13,6	5,3	2,8	1,4	0,7	3,7	3,6	4,2

Source: World Economic Outlook, FMI, 2019



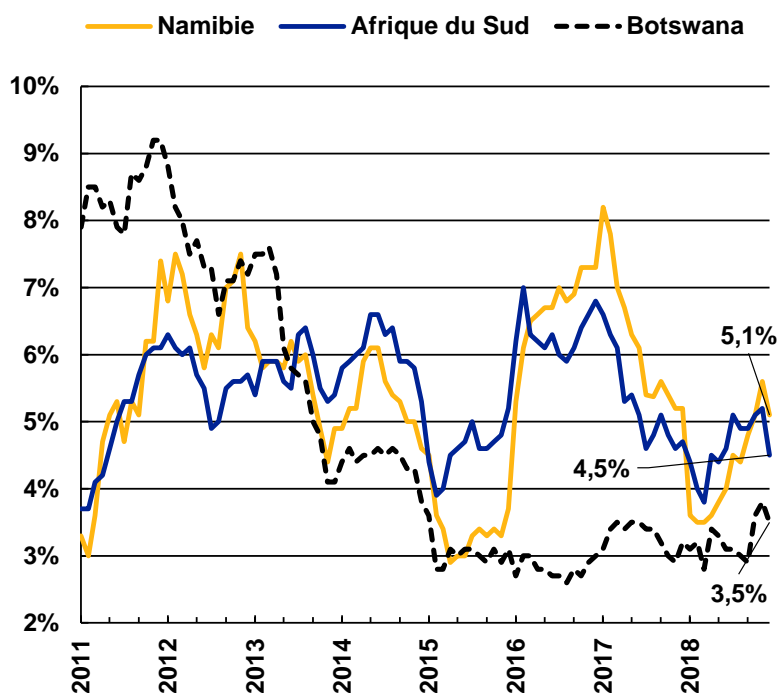
Source: World Economic Outlook, FMI, 2019

TAUX D'INFLATION ANNUELS MOYENS (en %)

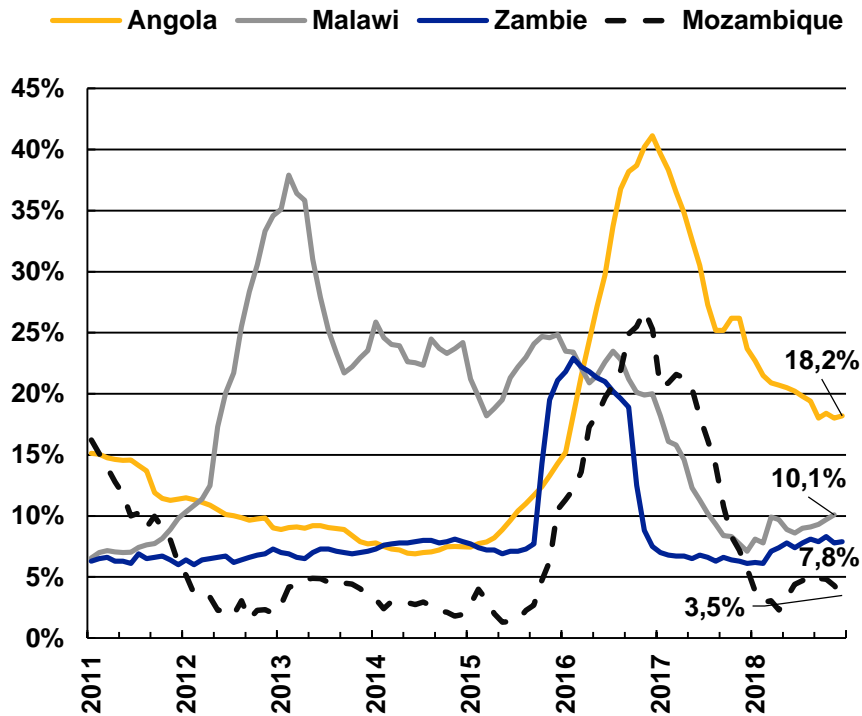
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)	2019 (p)
Afrique Australe	7,0	6,7	6,5	6,2	5,5	11,6	10,2	7,9	7,6
Afrique du Sud	5,0	5,6	5,8	6,1	4,6	6,3	5,3	4,8	5,3
Angola	13,5	10,3	8,8	7,3	9,2	30,7	29,8	20,5	15,8
Botswana	8,5	7,5	5,9	4,4	3,1	2,8	3,3	3,8	3,9
Eswatini	6,1	8,9	5,6	5,7	5,0	7,8	6,2	5,0	5,3
Lesotho	6,0	5,5	5,0	4,6	4,3	6,2	5,3	6,3	5,3
Malawi	7,6	21,3	28,3	23,8	21,9	21,7	12,2	9,2	8,4
Mozambique	10,4	2,1	4,2	2,3	2,4	19,2	15,3	6,0	5,7
Namibie	5,0	6,7	5,6	5,3	3,4	6,7	6,1	3,5	5,8
Zambie	5,0	5,6	5,8	6,1	4,6	6,3	5,3	4,8	5,3
Zimbabwe	8,7	6,6	7,0	7,8	10,1	17,9	6,6	8,5	8,3

Sources: World Economic Outlook, FMI, 2019

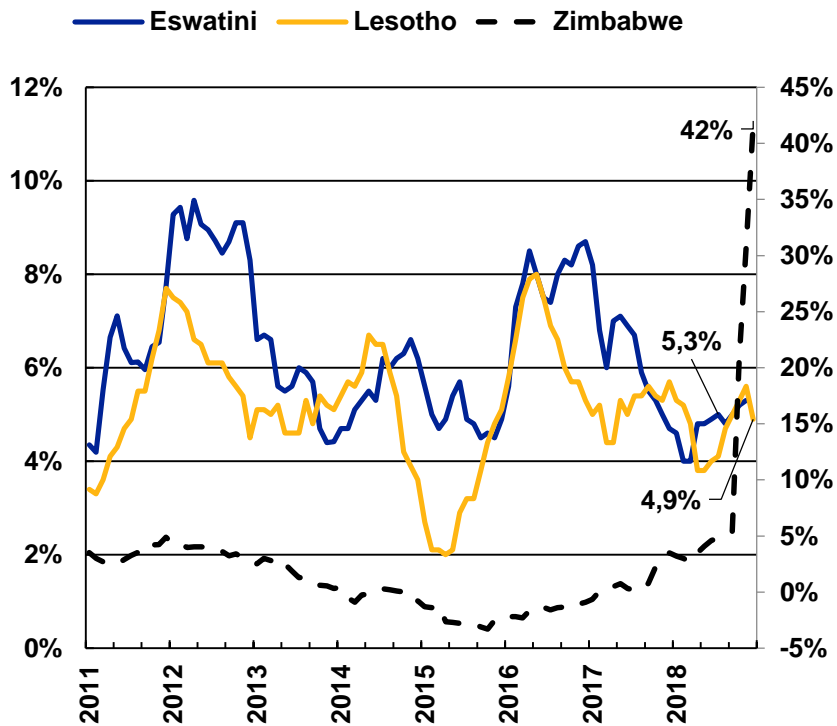
TAUX D'INFLATION MENSUELS (en %)



Sources: Banques centrales, 2019

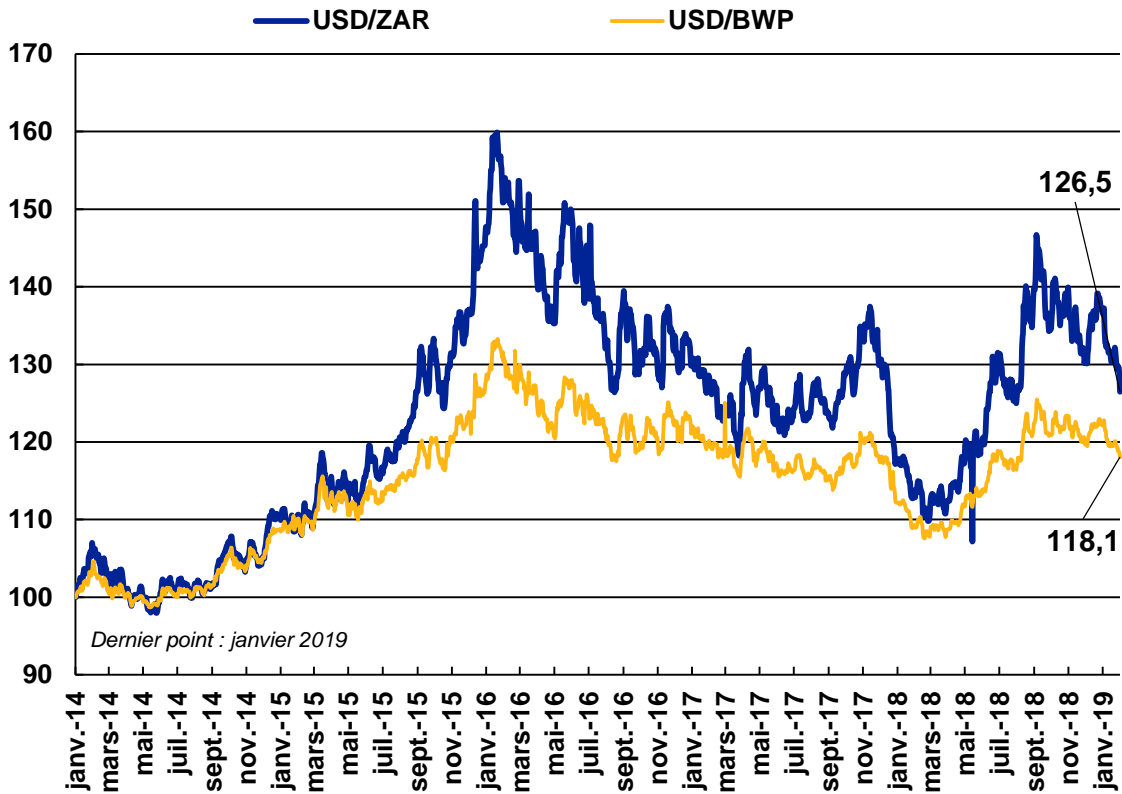


Sources: Banques centrales, 2019

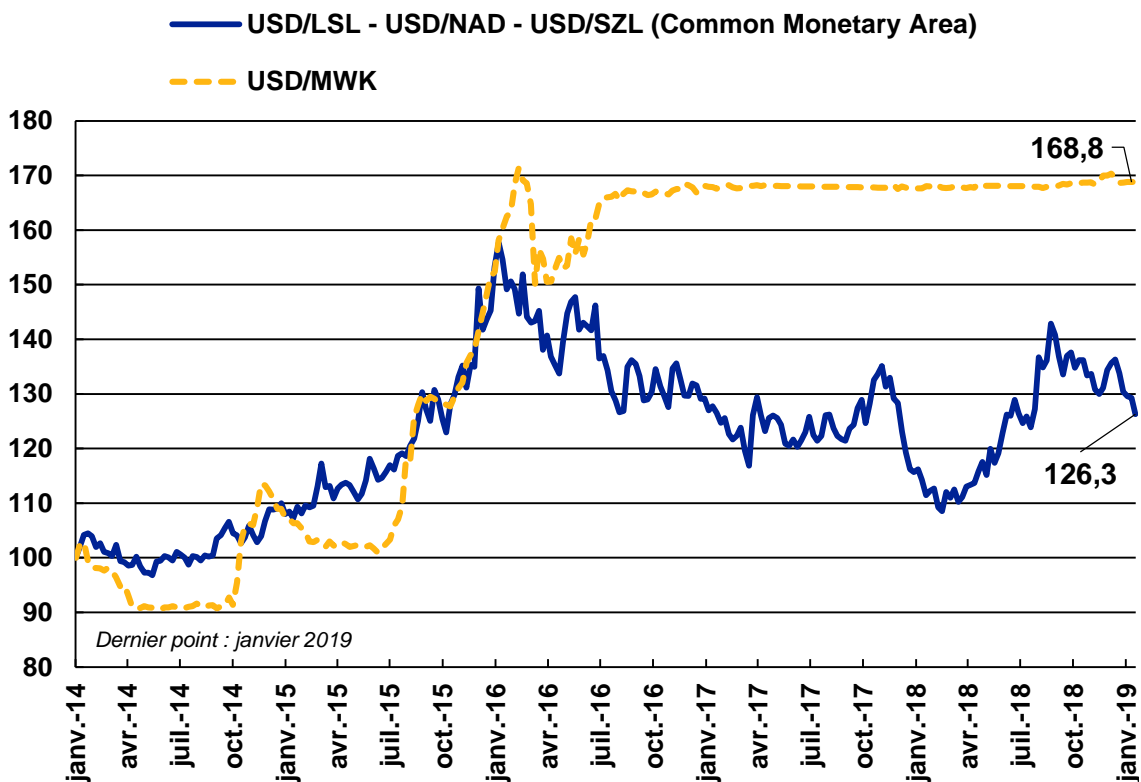


Sources: Banques centrales, 2019

EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE NOMINAUX POUR 1 USD (base 100 = janvier 2014)



Sources: Banques centrales, 2019

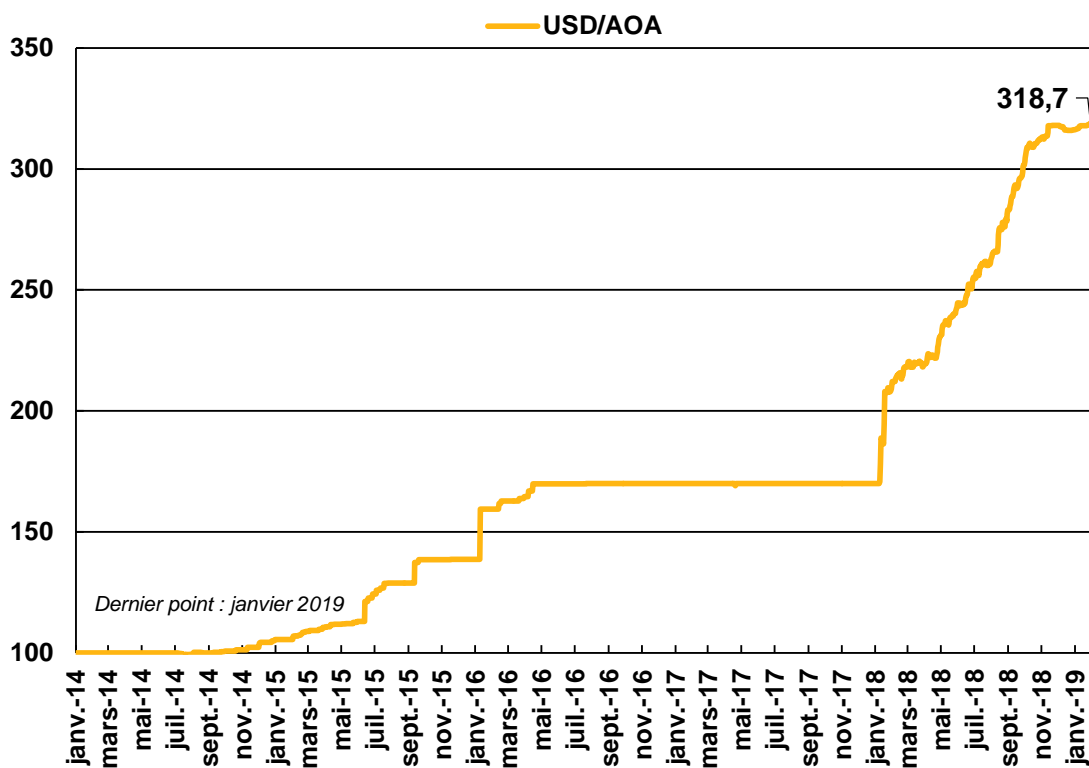


Sources: Banques centrales, 2019

TRÉSOR

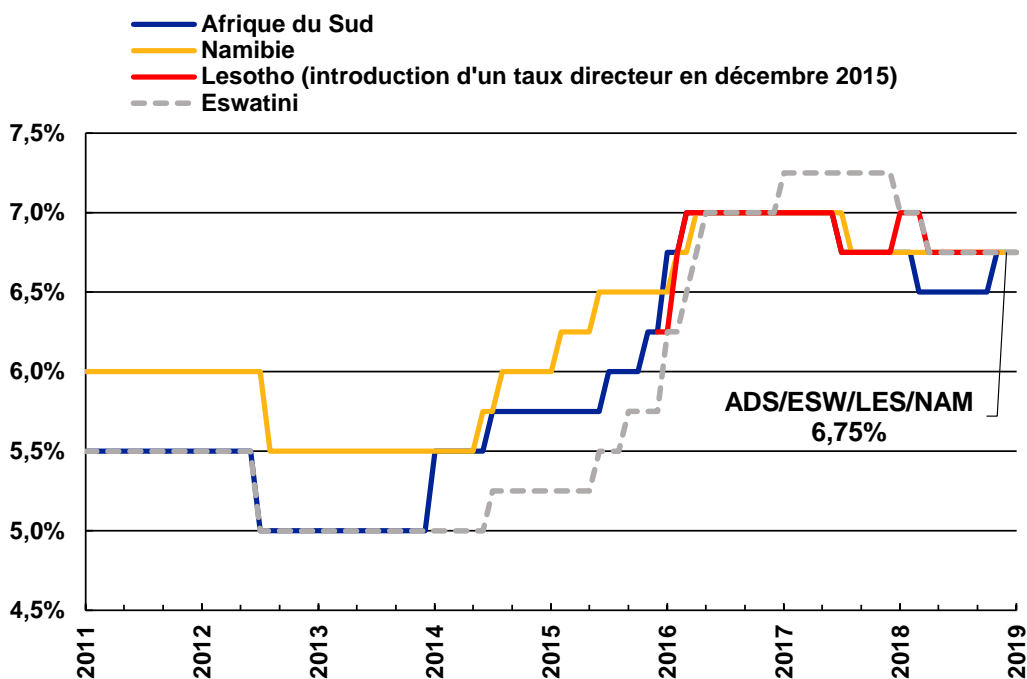
DIRECTION GÉNÉRALE

AMBASSADE DE FRANCE EN AFRIQUE DU SUD
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL POUR L'AFRIQUE AUSTRALE



Sources: Banco Nacional de Ançola. 2019

TAUX DIRECTEUR DES BANQUES CENTRALES (%)

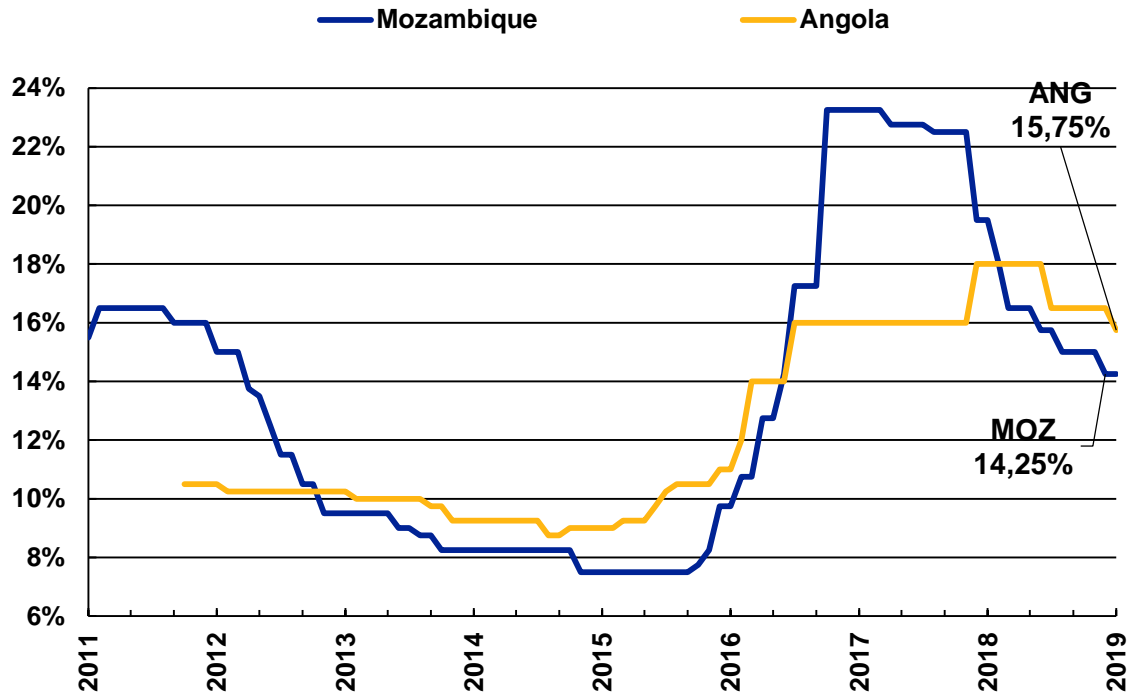


Sources: Banques centrales, 2019

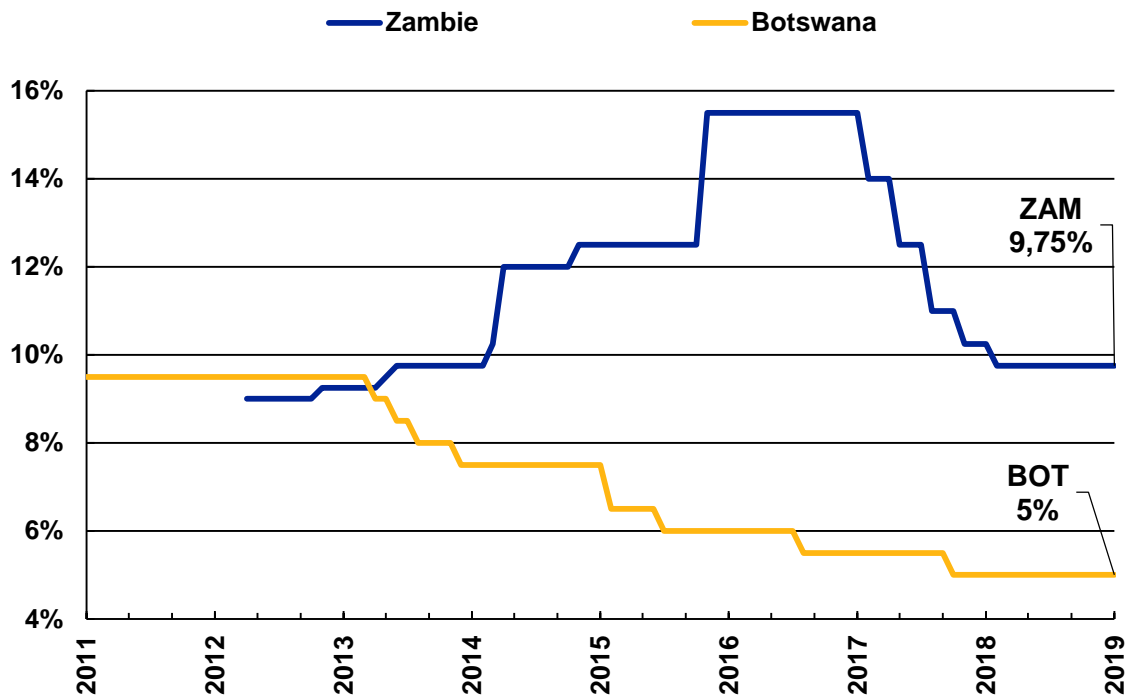
TRÉSOR

DIRECTION GÉNÉRALE

AMBASSADE DE FRANCE EN AFRIQUE DU SUD
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL POUR L'AFRIQUE AUSTRALE



Sources: Banques centrales, 2019



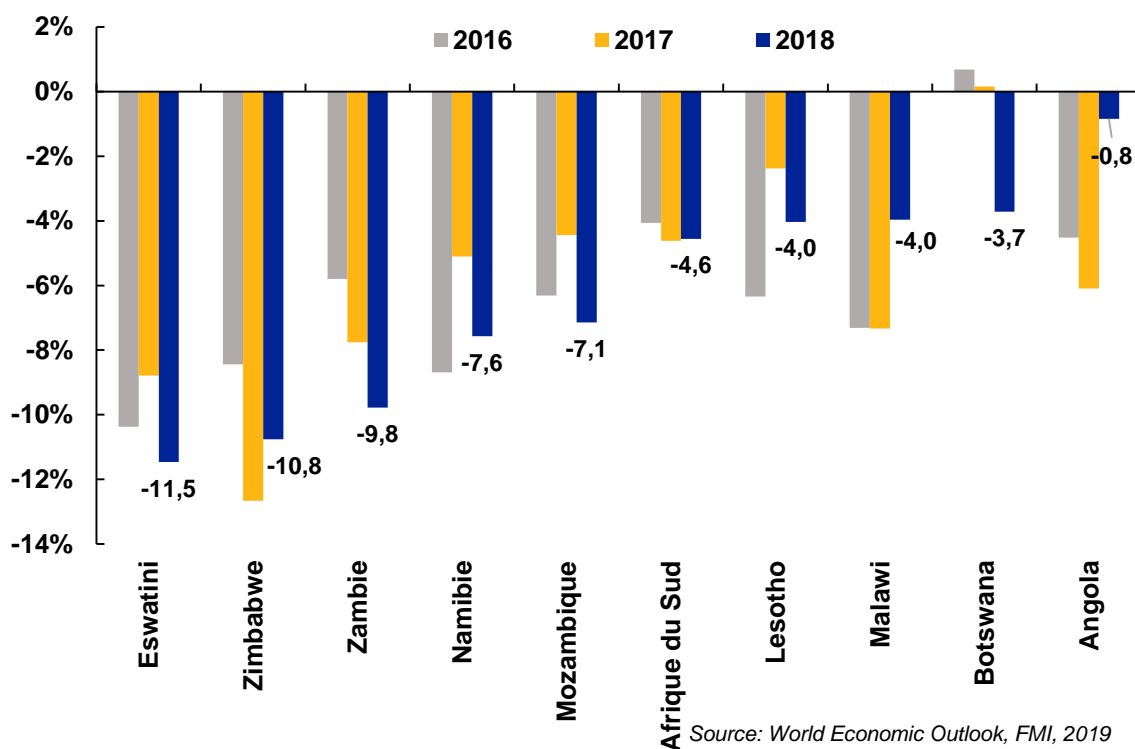
Sources: Banques centrales, 2019

NOTATIONS SOUVERAINES DE LONG TERME EN DEVISES

	Fitch	Moody's	S & P
Afrique du Sud	BB+ (-1)	Baa3 (+1)	BB (-2)
Angola	B (-5)	B3 (-6)	B- (-6)
Botswana	nd	A2 (+5)	A- (+4)
Mozambique	RD	Caa3 (-9)	SD
Namibie	BB+ (-1)	Ba1 (-1)	nd
Zambie	B- (-6)	Caa1 (-7)	B- (-6)

Note : Le chiffre entre parenthèses indique le nombre de cran en dessous (-) ou au-dessus (+) de la catégorie investissement

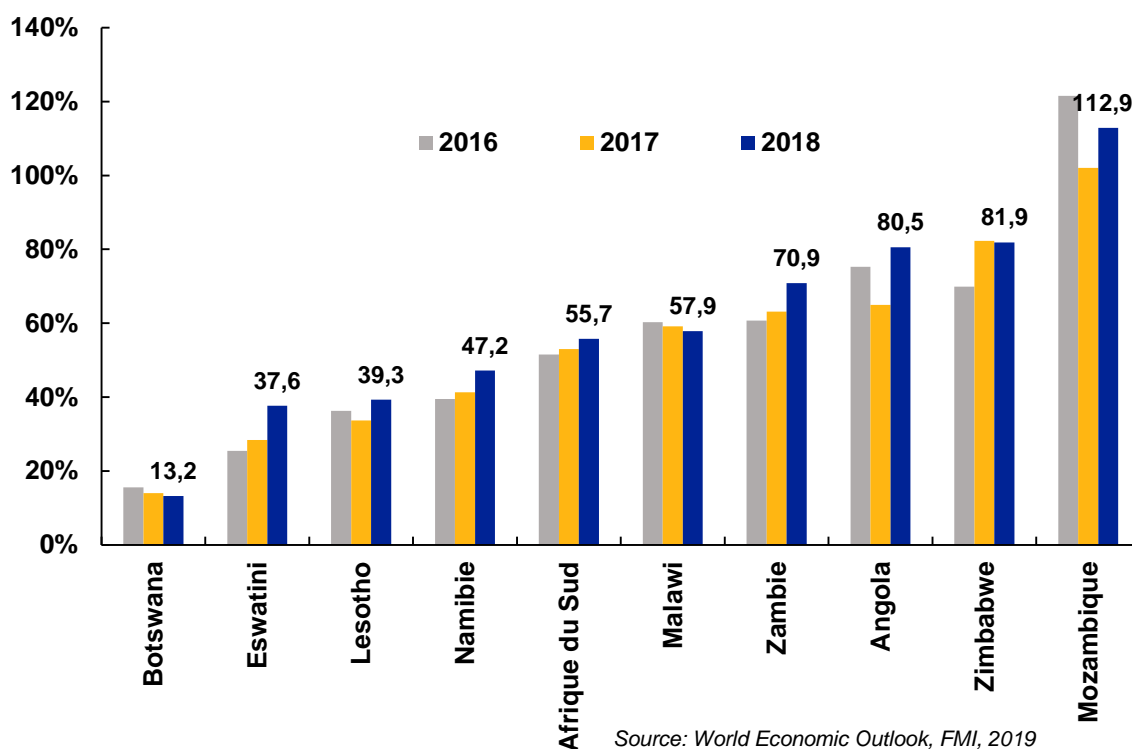
SOLDES BUDGETAIRES (en % du PIB)



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)	2019 (p)
Afrique Australe	-1,5	-2,2	-3,1	-4,4	-4,6	-4,5	-5,2	-4,4	-4,2
Afrique du Sud	-4,1	-4,4	-4,3	-4,3	-4,8	-4,1	-4,6	-4,6	-4,5
Angola	8,1	4,1	-0,3	-5,7	-2,9	-4,5	-6,1	-0,8	-0,2
Botswana	-0,1	0,9	5,6	3,7	-4,6	0,7	0,2	-3,7	-3,0
Eswatini	-3,8	3,4	0,7	-1,2	-5,2	-10,4	-8,8	-11,5	-9,5
Lesotho	-8,9	4,5	-1,7	3,1	-1,0	-6,3	-2,4	-4,0	-2,2
Malawi	-4,1	-1,8	-6,4	-4,8	-6,3	-7,3	-7,3	-4,0	-2,4
Mozambique	-4,8	-3,9	-2,7	-10,7	-7,2	-6,3	-4,4	-7,1	-7,6
Namibie	-6,8	-3,0	-4,3	-6,1	-7,9	-8,7	-5,1	-7,6	-9,8
Zambie	-4,1	-4,4	-4,3	-4,3	-4,8	-4,1	-4,6	-4,6	-4,5
Zimbabwe	-1,8	-2,8	-6,2	-5,7	-9,3	-5,8	-7,8	-9,8	-10,9

Sources: World Economic Outlook, FMI, 2019

DETTES PUBLIQUES (en % du PIB)

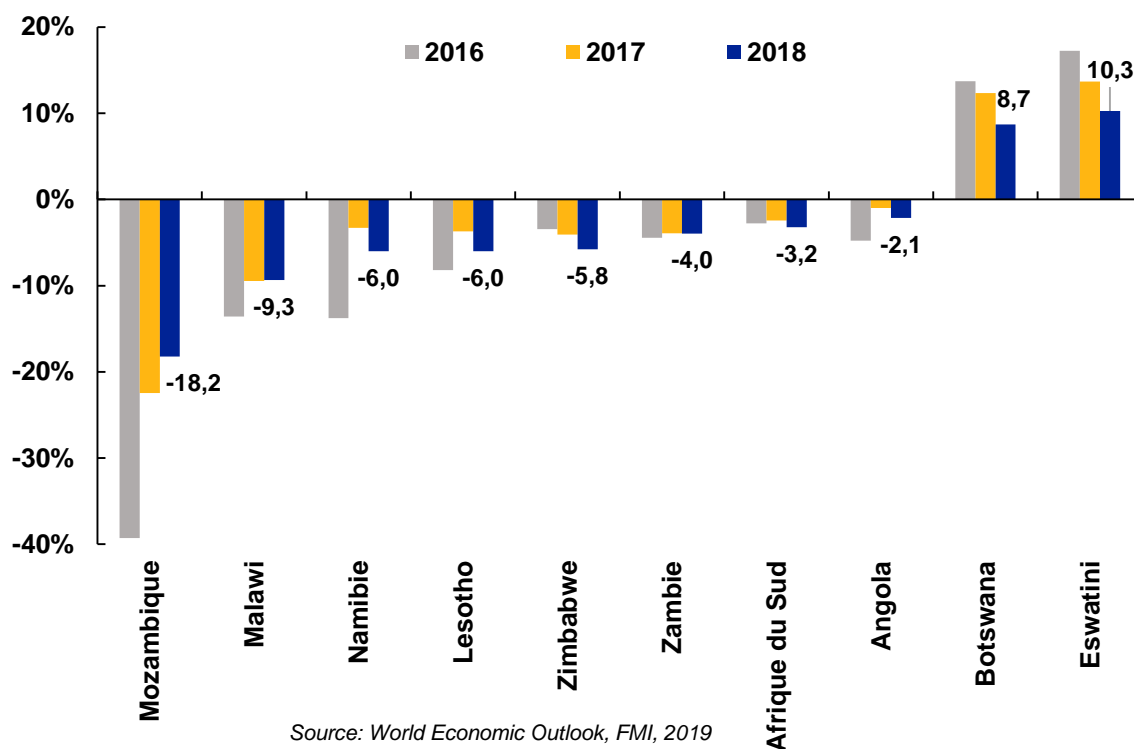


Source: World Economic Outlook, FMI, 2019

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)	2019 (p)
Afrique Australe	35,0	36,4	40,2	43,9	51,0	57,2	56,2	61,6	61,5
Afrique du Sud	38,2	41,0	44,1	47,0	49,3	51,6	53,0	55,7	57,3
Angola	29,6	26,7	33,1	39,8	57,1	75,3	65,0	80,5	71,8
Botswana	20,4	19,2	17,4	17,3	17,2	15,6	14,0	13,2	13,5
Eswatini	14,2	14,6	14,8	14,0	18,8	25,5	28,4	37,6	44,3
Lesotho	33,7	37,0	38,5	38,3	42,2	36,2	33,7	39,3	38,7
Malawi	30,6	43,9	59,3	55,2	61,1	60,3	59,2	57,9	57,6
Mozambique	38,0	40,1	53,1	62,4	88,1	121,6	102,1	112,9	118,7
Namibie	26,2	23,7	24,2	24,7	38,6	39,5	41,3	47,2	54,0
Zambie	38,2	41,0	44,1	47,0	49,3	51,6	53,0	55,7	57,3
Zimbabwe	20,8	25,4	27,1	36,1	62,3	60,7	63,1	70,9	77,6

Sources: World Economic Outlook, FMI, 2019

SOLDE COURANT (en % du PIB)



Source: World Economic Outlook, FMI, 2019

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)	2019 (p)
Afrique Australe	-0,4	-2,6	-3,9	-4,7	-6,0	-3,9	-2,3	-3,2	-4,0
Afrique du Sud	-2,2	-5,1	-5,8	-5,1	-4,6	-2,8	-2,5	-3,2	-3,5
Angola	11,7	10,8	6,1	-2,6	-8,8	-4,8	-1,0	-2,1	-1,9
Botswana	3,1	0,3	8,9	15,4	7,8	13,7	12,3	8,7	7,7
Eswatini	1,0	12,5	18,7	21,2	26,1	17,2	13,7	10,3	9,8
Lesotho	-13,4	-8,4	-5,1	-4,8	-3,9	-8,2	-3,7	-6,0	-12,5
Malawi	-8,6	-9,2	-8,4	-8,3	-9,4	-13,6	-9,5	-9,3	-8,1
Mozambique	-25,4	-44,7	-42,9	-38,2	-40,3	-39,3	-22,4	-18,2	-44,8
Namibie	-3,0	-5,7	-4,0	-10,8	-12,4	-13,8	-3,3	-6,0	-7,6
Zambie	-2,2	-5,1	-5,8	-5,1	-4,6	-2,8	-2,5	-3,2	-3,5
Zimbabwe	4,7	5,4	-0,6	2,1	-3,9	-4,5	-3,9	-4,0	-3,4

Sources: World Economic Outlook, FMI, 2019

PRIX DES MATIERES PREMIERES (en USD)

Produits		2015	2016	2017	2018 (P)	2019 (P)	2020 (P)	2021(P)
Energie	Charbon (Australie \$/tonne)	58,9	66,1	88,5	108	100	90	86,4
	Pétrole brut (spot \$/baril)	50,8	42,8	52,8	72	74	69	69,1
	Gaz naturel (US\$/million British thermal units)	2,6	2,5	3	2,9	2,7	2,8	2,9
Produits agricoles	Maïs (\$/tonne)	170	159	155	163	166	170	174
	Tabac (\$/tonne)	4908	4806	4679	4850	4820	4790	1760
Metaux et minerais	Aluminium (\$/m)	1665	1604	1968	2211	2129	2135	2142
	Cuivre (\$/tonne)	5510	4868	6170	6500	6540	6581	6622
	Nickel (\$/tonne)	11863	9595	10410	13344	13681	14027	14381
Métaux précieux	Or (\$/once)	1161	1249	1258	1259	1245	1231	1217

Sources: Commodity Market Outlook, Banque Mondiale, 2018

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES – CHIFFRES 2018

2018	Afrique du Sud	Angola	Botswana	Eswatini	Lesotho	Malawi	Mozambique	Namibie	Zambie	Zimbabwe
Population (millions)	57,4	29,2	2,3	1,2	2,0	19,7	30,3	2,4	17,8	15,3
PIB (Mds USD)	376,7	114,5	19,1	4,8	3,0	6,9	14,6	14,1	25,8	19,4
PIB/habitant (USD)	6560	3924	8168	4093	1466	349	481	5924	1450	1269
Investissement/PIB (%)	18,1	26,4	28,3	13,3	25,0	11,8	40,0	22,3	44,4	18,7
Epargne/PIB (%)	14,9	24,3	37,1	23,4	19,0	2,5	21,8	16,3	40,4	20,9
Exportations /PIB (%)	21,1	22,8	42,6	34,9	33,1	15,8	36,9	37,9	31,9	16,2
Importations/PIB (%)	21,1	8,7	35,5	28,9	47,7	21,0	45,4	52,9	34,2	29,8
Solde courant/PIB (%)	-3,2	-2,1	8,7	10,3	-6,0	-9,3	-18,2	-6,0	-4,0	-5,8
Solde public/PIB (%)	-4,6	-0,8	-3,7	-11,5	-4,0	-4,0	-7,1	-7,6	-9,8	-10,8
Dette publique/PIB (%)	55,7	80,5	13,2	37,6	39,3	57,9	112,9	47,2	70,9	81,9
IDE reçus (M USD, 2017)	1325	-2255	401	-137	135	277	2293	416	1091	289

Sources: World Economic Outlook, FMI, 2019 et CNUCED

PRINCIPAUX INDICATEURS STRUCTURELS

Classement (évolution)	Facilité des affaires – Banque mondiale 2018 (190 pays)	Compétitivité – World Economic Forum 2018 (140 pays)	Développeme nt Humain – Banque mondiale 2017 (188 pays)	Perception de la corruption – Transparency International 2017 (176 pays)
Afrique du Sud	82 (-8)	67 (-5)	113 (-2)	71 (-8)
Angola	175 (+5)	137	147 (-2)	167 (-3)
Botswana	81 (-8)	90 (-5)	101 (-1)	34 (+1)
Eswatini	112 (-1)	120 (-4)	144 (-3)	-
Lesotho	104 (-4)	130 (+1)	159 (-2)	74 (+9)
Malawi	110 (+23)	129	171 (-1)	122 (-2)
Mozambique	138 (-1)	133 (-8)	180 (-1)	153 (-11)
Namibie	106 (+2)	100 (-1)	129 (-1)	53 (=)
Zambie	85 (+13)	118 (-3)	144 (-3)	96 (-9)
Zimbabwe	159 (+2)	128 (-4)	156 (-1)	157 (-3)
1er pays	Nouvelle- Zélande	Etats-Unis	Norvège	Nouvelle- Zélande
France	31 (-2)	17 (+1)	24 (-1)	23 (=)

COMMERCE INTERNATIONAL EN 2017

		Exportations	Importations	Fournisseurs	Clients
Afrique du Sud (2018)	1-	Métaux/perles précieux (17,5%)	Combustibles minéraux (18,2%)	Chine (18,3%)	Chine (9,2%)
	2-	Minerais (12,5%)	Machines outil (12,3%)	Allemagne (9,9%)	Allemagne (7,5%)
	3-	Véhicules (11,4%)	Equipements électriques (9,2%)	Etats-Unis (5,9%)	Etats-Unis (6,8%)
Angola	1-	Combustibles minéraux (91,1%)	Machines outil (14,6%)	Chine (16,9%)*	Chine (43,2%)*
	2-	Métaux/perles précieux (6,8%)	Equipements électriques (8,7%)	Portugal (14,6%)	Inde (8,1%)
	3-	Embarcations maritimes (0,6%)	Véhicules (6,8%)	Corée (8,6%)	Espagne (6,8%)
Botswana	1-	Métaux/perles précieux (91,4%)	Métaux/perles précieux (26,3%)	Afrique du Sud (64,3%)	Belgique (22,8%)
	2-	Equipements électriques (1,9%)	Combustibles minéraux (14,7%)	Canada (8,8%)	Inde (19,7%)
	3-	Viande (1,5%)	Machines outil (7,6%)	Namibie (6,7%)	Emirats Arabes Unis (16,6%)
Lesotho	1-	Parfums, cosmétiques (35,4%)	Combustibles minéraux (11,3%)	Afrique du Sud (77,6%)	Afrique du Sud (69,4%)
	2-	Sucre (19,7%)	Véhicules (7,1%)	Chine (6,6%)	Kenya (5,9%)
	3-	Produits chimiques (13,5%)	Machines outil (6,3%)	Inde (2,2%)	Nigéria (4,7%)
Malawi	1-	Vêtements (40,1%)	Combustibles minéraux (17,7%)	Afrique du Sud (70,9%)	Afrique du Sud (49,1%)
	2-	Autres vêtements (26,5%)	Articles en fer ou acier (13%)	Chine (14,7%)	Etats-Unis (45,5%)
	3-	Equipements électriques (7,5%)	Textiles (5,5%)	Taipei, Chine (5,3%)	Swaziland (1,7%)
Mozambique	1-	Tabac (59,8%)	Combustibles minéraux (9,8%)	Afrique du Sud (17,8%)	Belgique (22%)
	2-	Café, thé, épices (8,5%)	Machines outil (9,6%)	Chine (14,7%)	Afrique du Sud (7,8%)
	3-	Résidus et déchets des industries alimentaires (7,2%)	Equipements électriques (9,1%)	Inde (10,9%)	Tanzanie (7,7%)
Namibie	1-	Combustibles minéraux (51,8%)	Combustibles minéraux (22,5%)	Afrique du Sud (28,6%)	Inde (34,6%)
	2-	Aluminium (25,6%)	Aluminium (8,8%)	Emirats Arabes Unis (9,4%)	Afrique du Sud (18,3%)
	3-	Tabac (4,5%)	Machines outil (8,7%)	Chine (8,6%)	Pays-Bas (10,1%)
Swaziland	1-	Métaux/perles précieux (37,6%)	Combustibles minéraux (10,1%)	Afrique du Sud (55,1%)	Afrique du Sud (21,8%)
	2-	Poissons (13%)	Véhicules (9,1%)	Bulgarie (6,5%)	Botswana (12,2%)
	3-	Minerais (12%)	Machines outil (8,6%)	Botswana (6,1%)	Suisse (9,5%)
Zambie	1-	Cuivre (75,7%)	Combustibles minéraux (11,0%)	Afrique du Sud (28,2%)	Suisse (44,6%)
	2-	Produits chimiques (3%)	Véhicules (7,3%)	RDC (20,2%)	Chine (16,3%)
	3-	Sel, soufre, ciment (1,9%)	Machines outil (6,4%)	Chine (12,9%)	RDC (6,5%)
Zimbabwe	1-	Tabac (46,2%)	Machines outil (13,9%)	Afrique du Sud (41,3%)**	Afrique du Sud (79,4%)**
	2-	Métaux/perles précieux (16,7%)	Equipements électriques (9,1%)	Singapour (21,5%)	Mozambique (9,5%)
	3-	Fer et acier (8%)	Véhicules (7,6%)	Chine (7%)	Emirats Arabes Unis (4,1%)

Source : Centre du commerce international (agence conjointe de l'Organisation Mondiale du Commerce et des Nations Unies), * données de 2015, ** données de 2016

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Economie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigé par : Mathilde Limbergère

Revu par : Fabien Bertho et William Roos